



Le 4 octobre 2016

Monsieur le Gouverneur,

Objet : faire de la Banque de France une banque socialement responsable

La Banque de France joue un rôle majeur dans l'économie de notre pays : contribution à la stabilité financière et macroéconomique, cotation des entreprises, approvisionnement monétaire, traitement du surendettement concourent à la mission de service public de l'institution que vous dirigez.

Le Comité intersyndical de l'épargne salariale (CIES), composé de quatre organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT), est l'un des principaux promoteurs de la responsabilité sociale des entreprises et du développement de l'investissement socialement responsable. Directement par l'entremise des gammes de fonds qu'il labellise (16 Md€), indirectement par ses administrateurs dans les instituts paritaires de protection sociale, dans les conseils de surveillance des fonds d'épargne salariale, dans les caisses de retraite notamment du secteur public, nos quatre organisations agissent pour le développement d'une finance responsable, démocratique et solidaire, soucieuse du respect des droits humains, de l'environnement et du climat, comme de la bonne gouvernance.

Responsabilité sociale des entreprises (RSE) et investissement socialement responsable (ISR) y contribuent chacun à leur manière. La constitution d'un droit de la responsabilité sociale des entreprises s'effectue depuis presque dix ans dans un cadre international (Principes du professeur Ruggie à l'ONU, travaux de l'OCDE) que la France soutient. A été posé de façon répétée le principe d'une responsabilité des entreprises multinationales dans la sélection et l'accompagnement de leurs relations d'affaires. Ce cadre nourrit un mécanisme de plainte ("*specific instance*") des points de contact nationaux (PCN) de l'OCDE. Ce mécanisme a déjà été mis en œuvre par le PCN norvégien

dans le cas NBIM (the Norwegian Bank Investment Management) et par le PCN hollandais dans le cas APG/ABP. Cette responsabilité doit donc être exercée à la fois par la Banque elle-même comme par les investisseurs. L'investissement socialement responsable y ajoute une recherche d'impact positif des fonds investis dans le sens d'un développement durable.

Un an après votre nomination, le CIES souhaite connaître la manière dont vous entendez contribuer à la diffusion d'une épargne socialement responsable, comme à la responsabilité sociale de la Banque elle-même.

Sur la diffusion de l'investissement socialement responsable, vous disposez de leviers importants.

Vous avez initié une réflexion sur des stress-tests climatiques pour laquelle le CIES a le plus grand intérêt. Dès lors que nous devons réussir à maintenir le réchauffement climatique à 2°C maximum, 80% des hydrocarbures doivent rester sous terre. La prise en compte de cette évolution majeure n'est pas sans impact sur la valorisation de nombreux émetteurs comme sur celle de plusieurs dettes souveraines, notamment émises par des Etats producteurs d'énergies fossiles.

Une action de la Commission européenne et du Comité de Bâle pour assouplir les contraintes prudentielles pour les obligations vertes nous semble pouvoir encourager la production (origination des crédits verts) comme la diffusion de ces leviers de financement. Si vous partagez cette idée, nous comptons sur vous pour la faire prospérer.

La finance responsable est par ailleurs confrontée à la difficulté de suivre de nombreuses PME pour lesquelles une notation sociale et environnementale est trop onéreuse pour trouver une offre de marché correspondante. Dans le cadre de sa mission de service public, la Banque de France pourrait jouer un rôle majeur si elle étendait la cotation des entreprises à ces dimensions. Une telle extension créerait les conditions techniques d'une diffusion majeure de la démarche ISR, en incluant plus systématiquement les PME aujourd'hui de facto exclues de nombreux supports responsables.

Par ailleurs, dans le cadre de vos fonctions au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, il nous semblerait important que vous relayiez l'impatience de la société civile de voir appliquer des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance aux actifs pris en pension. Une politique d'achat de titres peu liquides comme ceux de l'épargne solidaire offrirait en outre l'occasion d'accroître la contribution des banquiers centraux à une Europe inclusive, tout en levant un obstacle important à l'approfondissement et au succès de ce marché. Le CIES trouverait enfin utile que, par des politiques spécifiques, les banquiers centraux concourent au financement de la transition écologique et énergétique.

En ce qui concerne la responsabilité sociale et environnementale de la Banque de France elle-même, nous comptons bien entendu sur son exemplarité.

Comme pour de nombreuses entreprises, la responsabilité sur la chaîne d'approvisionnement est un sujet de préoccupation du CIES sur laquelle nous vous alertons, en signalant par exemple les conditions d'exercice difficiles de nombreux salariés de sociétés de convoi de fonds.

Il est par ailleurs très surprenant que le fait syndical ne soit toujours pas reconnu à la Banque centrale européenne. Nous vous demandons donc, au nom du dialogue social que vous menez vous-même, de relayer nos préoccupations.

Toutefois, la responsabilité d'un service public comme celui qui vous est confié va très au-delà.

Les missions sociales de la Banque de France, notamment le traitement du surendettement, ont un impact majeur pour notre société. Si le CIES considère que le numérique peut être l'occasion d'offrir un service repensé, plus convivial et simple d'utilisation, nous vous alertons sur le maintien d'une fracture numérique importante, à la fois du fait de difficultés persistantes de connexion pour certaines populations et du fait de l'absence de familiarité technologique de nombreux usagers. L'effectivité des missions sociales est donc un enjeu clef à laquelle nous vous sensibilisons.

Enfin, le CIES considère que, comme de nombreux opérateurs à réseau, la Banque de France dispose d'un rôle à jouer dans un aménagement équilibré du territoire et souhaite savoir comment vous entendez contribuer à cet objectif de politique publique.

Vous remerciant infiniment de l'attention que vous voudrez bien porter à notre démarche, nous nous tenons à votre disposition pour échanger sur ces sujets et vous prions de croire, Monsieur le Gouverneur, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

Pour la CFDT,

Alexis MASSE

amasse@ci-es.org

Pour la CFDT,

Dominique DROUET

drouet@ci-es.org

Pour la CFE-CGC,

Laurent LEGENDRE

legendre@ci-es.org

Pour la CFE-CGC,

Pascal MANIEZ

maniez@ci-es.org

Pour la CFTC,

Geoffroy DEVIENNE

devienne@ci-es.org

Pour la CFTC,

Hervé VANLEYSEELE

vanleyseele@ci-es.org

Pour la CGT,

Pierre-Yves CHANU

chanu@ci-es.org